



Les conséquences de la crise financière et économique sur l'implantation internationale des PME et ETI

Jiawei Ye
Praxe International
Université Paris-Dauphine

Pramex International (cabinet de conseil, Groupe BPCE) et le Laboratoire d'Economie de l'Université Paris-Dauphine(LEDa), qui fédère l'ensemble des équipes d'économie l'Université de Paris-Dauphine, travaillent ensemble depuis 2008 sur l'impact de l'implantation internationale des entreprises sur le tissu économique français.

Ce partenariat a conduit à la publication de plusieurs notes économiques sur :

- L'implantation à l'étranger crée de la valeur en France*
- Implantation à l'étranger et potentiel d'emploi en France*
- S'implanter à l'étranger : un atout pour sa première innovation (en collaboration avec le Centre d'Analyse Stratégique)*
- Les ressources humaines, clé de l'internationalisation des entreprises françaises (en collaboration avec le Centre d'Analyse Stratégique)*
- Les salariés des PME et ETI implantées à l'étranger gagnent davantage*

Le LEDa fait partie de l'Unité Mixte de Recherche « DIAL », qui est un des principaux acteurs de la recherche en économie du développement en France et qui assure une production scientifique reconnue internationalement.

Dans le cadre de ce partenariat, M. Jiawei Ye, a travaillé sur cette dernière publication, qui a permis d'évaluer l'impact de la crise financière sur le déploiement des entreprises françaises à l'étranger et de mettre en avant les contraintes financières et le comportement d'internationalisation des multinationales.

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE SUR L'IMPLANTATION INTERNATIONALE DES PME ET ETI

Jiawei Ye¹ – Pramex International

La crise financière qui a débuté en 2007 a été meurtrière pour l'implantation internationale des PME et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) françaises. Disposant de moins de réseaux, de capacité financière et de support que les grandes entreprises, elles ont été particulièrement touchées par le choc. Une partie des PME et ETI internationalisées est redevenue domestique en retirant la totalité de leurs investissements à l'étranger. Or, les précédentes études de Pramex International ont démontré les bénéfices notamment en termes d'emplois et d'activité en France de ces implantations internationales. La crise réduira la compétitivité de ces groupes et le potentiel d'innovation, moteurs de croissance économique. Entre la recherche de la croissance économique et le débat actuel sur la désindustrialisation, l'activité à l'international de ces groupes mérite une attention particulière des pouvoirs publics.

Les précédentes études de Pramex International ont déjà montré que les PME et ETI implantées à l'international sont véritablement des moteurs de compétitivité et d'innovation. Une fois implantées à l'étranger, les entreprises gagnent en moyenne 13 % de vente, 30 % de valeur ajoutée, 8 % de création d'emploi et sont davantage susceptibles de réaliser la première activité d'innovation (37 % contre 20 % pour les entreprises domestiques). La destruction des filiales à l'étranger diminuerait ces effets d'entraînement à terme bénéfiques à l'économie.

Questionnant l'impact de la crise financière sur l'activité et l'implantation des PME et ETI françaises à l'international, cette étude vise à mesurer les conséquences de la crise sur l'implantation des entreprises françaises à l'étranger et se focalise plus précisément sur le secteur de l'industrie manufacturière.

Raisonnant au niveau groupe, 36 718 groupes d'origine française ont été identifiés tous secteurs confondus, dont 2 751 groupes disposant d'au moins une filiale à l'étranger². En utilisant 2007 comme année de référence³, l'échantillon rassemble tous les groupes de nationalité française implantés à l'international, soit 1 201 groupes dans l'industrie manufacturière qui détenaient ensemble 9 355 filiales à l'étranger en 2007.

Les effets de la crise sont particulièrement forts pour les PME et ETI. Par rapport à 2007, 86 PME et ETI ont disparu en 2009, ce qui est associé à une destruction de 313 filiales à l'étranger (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Déploiement des groupes français à l'international entre 2007 et 2009

	Nombre de groupes			Nombre de pays de présence (moyenne)			Nombre total d'implantations		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
PME	562	468	518	1,6	1,2	1,5	1 065	949	1 025
ETI	460	410	418	5	4	5	3 182	2 816	2 909

Champ : entreprises indépendantes françaises ou détenues par un groupe français ayant au moins un IDE à l'étranger, industrie manufacturière.

Source : Enquêtes Liaisons Financières, calculs de l'auteur.

¹ Université Paris-Dauphine

² Secteurs marchands non agricoles, hors auto-entrepreneurs et administrations publiques

³ Nous contrôlons ainsi les effets de changement de taille des groupes d'une année à l'autre

Il existe quatre évolutions possibles décrivant la variation du nombre d'implantations à l'étranger (voir encadré 2 pour une définition plus précise) :

- **L'extension** des activités des groupes déjà internationalisés⁴
- **La contraction** des activités des groupes déjà internationalisés⁵
- **L'internationalisation** des primo-investisseurs⁶
- **Le retour au domestique** des groupes autrefois internationalisés⁷

Un impact dramatique sur l'activité à l'étranger des PME et ETI en 2008

Entre 2007 et 2008, le solde de l'évolution du nombre de filiales à l'étranger d'entreprises industrielles fait apparaître que la crise a durement touché les PME et ETI. Elles ont fermé 482 filiales étrangères (-116 pour les PME et -366 pour les ETI), quand le solde reste positif pour les GE avec une création de 52 filiales à l'étranger.

Dans le détail, le retour au domestique, c'est-à-dire des groupes qui ferment la totalité de leurs filiales à l'étranger et reviennent uniquement sur le marché domestique, explique en grande partie cette destruction en 2008. Pour les **PME, toutes les fermetures des filiales étrangères entre 2007 et 2008 sont dues à l'abandon de l'international.**

Le retour au domestique des groupes élimine ainsi 151 filiales étrangères des PME quand une extension d'activité est quasi inexistante avec la création de 10 filiales par des groupes déjà implantés et la création de 25 filiales par des primo-investisseurs (cf. tableau 2 et graphique 1). Pour les ETI, le retour au domestique représente la fermeture de 298 filiales auquel il faut ajouter une contraction de 90 filiales pour les ETI déjà implantées que ne compensent pas la création de 22 filiales par des primo-investisseurs (cf. tableau 2 et graphique 1).

En 2009, une compensation partielle des destructions

En 2009, la création de filiales à l'étranger des entreprises industrielles françaises s'est de nouveau orientée à la hausse. Le solde de l'évolution du nombre de filiales est positif avec la création de 76 filiales à l'étranger pour les PME et 93 pour les ETI. Cependant, ce rattrapage est encore insuffisant pour permettre un retour au niveau de 2007.

Entre 2008 et 2009, 104 filiales étrangères ont été détruites en raison du retour au domestique de PME. Mais, dans le même temps, l'extension d'activité est à l'origine de 27 filiales et 153 filiales ont été créées à la suite de l'internationalisation de primo-investisseurs, parmi lesquelles 11 PME étaient retournées au domestique en 2008 mais redeviennent internationales en 2009 (14 filiales pour ces revenants).

En ce qui concerne les ETI, 132 filiales sont issues de l'extension d'activité d'ETI déjà présentes à l'international entre 2008 et 2009, et 147 filiales ont été créées par des primo-investisseurs. Durant cette période, 186 filiales d'ETI ont été détruites par retour au domestique.

L'implantation des PME et ETI à l'international reste donc fragile.

⁴ Equivalent de la marge intensive positive dans la littérature académique

⁵ Marge intensive négative

⁶ Marge extensive positive

⁷ Marge extensive négative

D'une part, le retour à l'international des PME et ETI n'a été que partiel en 2009, avec un niveau de destruction qui reste élevé (290 filiales détruites) et, d'autre part, la création de 159 filiales par l'extension d'activité ne permet pas de bénéficier à plein des effets d'entraînement sur la performance et sur l'économie d'une implantation à l'international. Ces effets, mis en évidence dans les précédentes études de Pramex International, ne se vérifient que pour les primo-investisseurs.

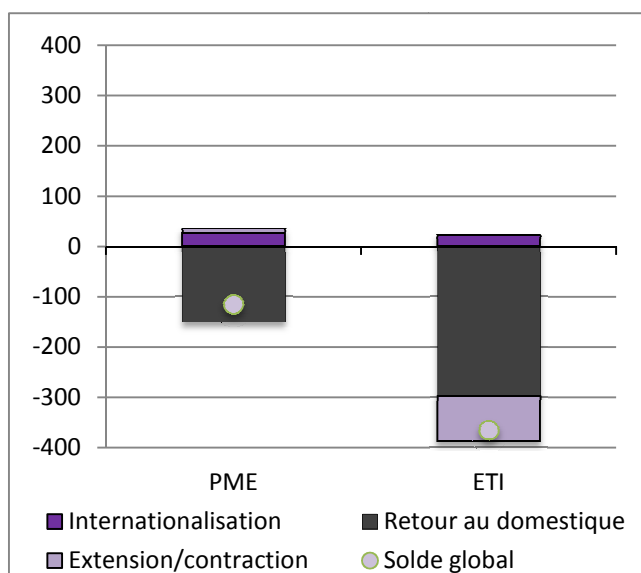
Tableau 2. Mouvements de variations du nombre de filiales à l'étranger entre 2007 et 2009

		PME	ETI
	Nombre de filiale en 2007	1 065	3 182
+	Extension d'activité en 2008	10	0
-	Contraction d'activité en 2008	0	-90
+	Internationalisation en 2008	25	22
-	Retour au domestique en 2008	-151	-298
=	Nombre de filiale en 2008	949	2 816
+	Extension d'activité en 2009	27	132
-	Contraction d'activité en 2009	0	0
+	Internationalisation en 2009	153	147
-	Retour au domestique en 2009	-104	-186
=	Nombre de filiale en 2009	1 025	2 909

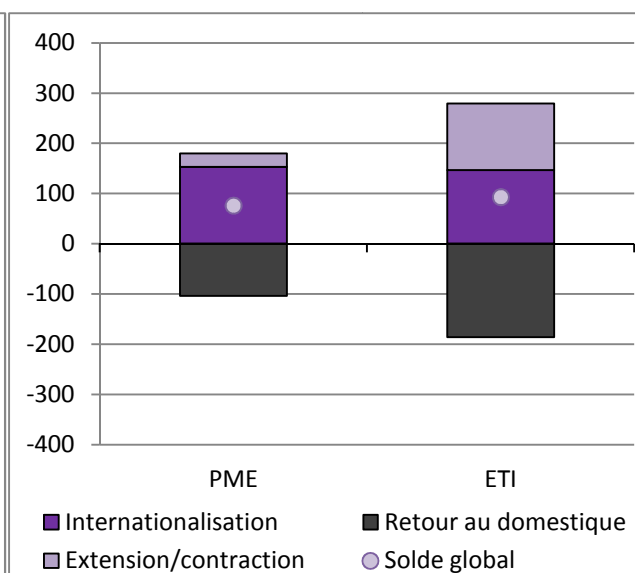
Champ : entreprises indépendantes françaises ou détenues par un groupe français ayant au moins un IDE à l'étranger ; secteur industrie manufacturière

Source : Enquêtes Liaisons Financières, calculs de l'auteur

Graphique 1 : Variation du nombre de filiales entre 2007 et 2008



Graphique 2 : Variation du nombre de filiales entre 2008 et 2009



Champ : entreprises indépendantes françaises ou détenues par un groupe français ayant au moins un IDE à l'étranger ; secteur industrie manufacturière

Source : Enquêtes Liaisons Financières, calculs de l'auteur

Europe délaissée, les meilleures PME et ETI se dirigent vers les pays émergents

Alors que les économies européennes et américaines sont fortement secouées par la crise, les groupes ont préféré s'orienter vers les pays émergents où il y a potentiellement davantage de croissance. **Entre 2007 et 2009, les flux d'implantations⁸ se sont principalement dirigés vers ces pays.**

La crise a détruit 6 filiales de PME et 7 filiales d'ETI dans la zone euro et, dans le même temps, 10 filiales (5 pour les PME et 5 pour les ETI) ont vu le jour dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Les pays du Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA) accueillent 4 filiales de PME mais voient disparaître 10 filiales d'ETI. Sur cette période, d'autres zones ont tiré leur épingle du jeu comme l'Asie qui a connu la création de 8 filiales de PME et de 32 filiales d'ETI ou les BRIC qui ont reçu 4 filiales de PME et 28 filiales d'ETI. Les Etats-Unis, par son vaste marché domestique et l'importance des liens commerciaux, résistent à la crise avec une création de 3 filiales de PME et 21 filiales d'ETI. Enfin, la Chine connaît une création de 3 filiales de PME et 15 filiales d'ETI.

Tableau 3. Orientation géographique des PME et ETI entre 2007 et 2009 (stock de filiales)

PME	Zone Euro	PECO	Asie	Dont Japon	Dont Chine	MENA	USA	BRIC
2007	250	77	60	6	28	62	136	52
2009	244	82	68	5	31	66	139	56
Variation	-6	5	8	-1	3	4	3	4
ETI	Zone Euro	PECO	Asie	Japon	Chine	MENA	USA	BRIC
2007	878	280	376	38	146	147	295	291
2009	871	285	408	42	161	137	316	319
Variation	-7	5	32	4	15	-10	21	28

Champ : entreprises indépendantes françaises ou détenues par un groupe français ayant au moins un IDE à l'étranger ; secteur industrie manufacturière

Source : Enquêtes Liaisons Financières, calculs de l'auteur

Globalement, cette création de filiales de faible ampleur chez les PME montre que seul un petit nombre s'est déplacé vers les pays émergent. La tendance observée d'investissement vers les émergents n'est que partiellement suivie par quelques PME performantes. Faute de support, une grande partie d'entre elles n'a pas pu suivre ce mouvement.

La petite taille et la faible capacité d'autofinancement des groupes expliquent la chute d'IDE

Le modèle économétrique (cf. encadré 4) réalisé pour cette étude a cherché à expliquer le nombre de filiales par la taille, la capacité d'autofinancement, l'excédent brut d'exploitation et la productivité des groupes.

Conformément aux autres recherches sur le même sujet, ce modèle montre que la productivité globale des facteurs d'un groupe affecte significativement le nombre de filiales durant une crise. Une augmentation d'un pour cent de la productivité entraîne une hausse espérée de 1,4 filiale. Une baisse d'un pour cent de la productivité entraîne une baisse espérée de 1,4 filiale.

⁸ Pour les groupes qui sont restés à l'international sur cette période

Ensuite, toutes choses égales par ailleurs, une meilleure capacité d'autofinancement affecte positivement le nombre d'IDE pour un même niveau de productivité. Un accroissement d'un pour cent de la capacité financière du groupe augmente le nombre espéré de filiales de 1,1. Une baisse d'un pour cent de la capacité d'autofinancement diminue le nombre espéré de filiales de 1,1.

De même que pour la taille du groupe, l'étude a identifié un effet inter-catégorie et intra-catégorie :

- Par rapport aux PME, le fait d'être une ETI augmente le nombre de filiales de 1,7 (c'est-à-dire la prime d'augmentation du nombre de filiales lorsqu'une PME devient ETI). Le passage d'une ETI à une PME diminue de 1,7 filiale.
- Au sein de chaque catégorie, la taille du groupe affecte toujours positivement le nombre espéré de filiales. Au sein des PME, un accroissement d'un pour cent des effectifs augmente 1,2 filiale. Cette hausse est de 1,4 pour les ETI. Une baisse d'un pour cent des effectifs diminue 1,2 filiale pour les PME et 1,4 filiale pour les ETI.

L'étude fait donc ressortir que la productivité est le premier facteur influençant le développement international des groupes, suivie de la petite taille et l'insuffisance de financements. La productivité affecte le plus sensiblement le nombre de filiales, une hausse de la productivité renforce l'activité à l'international des groupes, alors qu'une baisse de la productivité l'affaiblit. Le développement, le grossissement des groupes améliorent leur résistance face à la crise avec une augmentation du nombre de filiales à l'étranger, tandis que la diminution de la taille rend les groupes plus vulnérables. Enfin, l'augmentation de la capacité d'autofinancement permet de compenser la restriction des crédits bancaires et de financer les implantations à l'étranger, une diminution de cette capacité d'autofinancement réduit donc le nombre potentiel de filiales à l'étranger.

Encadré 1. Données et méthodologie

1. Les données

Les données utilisées sont issues de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). Le champ d'études s'étend de 2007 à 2009. L'échantillon a été obtenu par le croisement de quatre bases de données.

Les enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) de 2007 dans le secteur industriel. Cette enquête est réalisée auprès d'un échantillon d'entreprises individuelles avec au moins 20 salariés. L'EAE recense des statistiques sur la structure, l'activité, les facteurs de production et les résultats des entreprises françaises. La base enregistre 18994 entreprises industrielles supérieures à 20 salariés en 2007.

Le Fichier Approché des Résultats Esane (FARE) de 2008 et 2009, qui regroupe cette fois la totalité des entreprises françaises dans tous les secteurs. L'enquête permet d'obtenir des informations du bilan des entreprises, de leur activité principale, de l'effectif, etc. En 2008, 3,02 millions d'entreprises ont été recensées et la base de 2009 regroupe 2,88 millions d'entreprises.

Les enquêtes liaisons financières (LiFi) de 2005 à 2009, l'enquête interroge les entreprises françaises dont le portefeuille de titres de participation est supérieur à 1,2 millions d'euros ou ayant un chiffre d'affaires supérieur à 60 millions d'euros, ou un effectif supérieur à 500 personnes. Cette enquête vise à identifier les groupes d'entreprises en France et leurs liaisons financières. L'enquête LiFi révèle la structure de l'actionariat de chaque entreprise et sa participation dans le capital d'autres firmes. L'enquête LiFi recouvre tous les secteurs marchands non agricoles, hors auto-entrepreneurs et administrations publiques.

L'enquête européenne sur l'activité des filiales étrangères des groupes français (Outward fats) - « Foreign affiliates statistics » de 2007 et 2009, qui analyse la structure du groupe à travers la description des activités des filiales étrangères (et succursales) et leurs principales caractéristiques économiques (chiffre d'affaires, investissements...).

Nous avons pu obtenir le nombre d'investissement direct à l'étranger (IDE), le nombre d'effectif et la performance de chaque groupe.

2. Méthodologie

Les IDE représentent les prises de participation supérieures à 10% du capital. L'ensemble de l'étude raisonnera au niveau du contour des groupes et non pas au niveau traditionnel des unités légales. Plusieurs unités légales d'activités différentes ou de lieux différents peuvent correspondre à une seule entreprise. Donc une filiale de production et une filiale de commercialisation doivent être réunies pour constituer une entreprise au sens économique. Un groupe doit constituer une tête de groupe non contrôlée par une autre firme et de toutes les unités légales contrôlées par cette tête de groupe. Chaque unité légale est consolidée par la tête de groupe dans la base LiFi.

De plus, l'étude se concentrera cependant uniquement sur les groupes de nationalité française et les entreprises indépendantes françaises, éliminer ces filiales françaises détenues par un groupe étranger permet de capter uniquement les motivations d'implantation d'un groupe homogène.

Enfin, la distinction des différentes catégories d'entreprises (groupes) utilise les critères de détermination du décret N°.2008-1354, toutefois uniquement sur la variable nombre d'effectif, car l'addition du chiffre d'affaires des filiales au niveau groupe surestimera le résultat en raison des prestations de services intra-groupes facturées.

Encadré 2. Définition des différentes marges d'IDE

Dans la littérature scientifique, une variation du nombre d'IDE (i.e. du nombre d'implantations à l'étranger) des entreprises est souvent décrite sous deux marges distinctes : la marge extensive et la marge intensive.

Une création de nouveaux flux ou une destruction de flux existants correspondent aux marges extensives (positive ou négative) ; une augmentation ou une diminution de flux existants correspondent aux marges intensives (positives ou négatives).

La marge intensive positive correspond à l'accroissement des activités¹ des groupes déjà internationalisés. Par simplicité, nous l'avons nommé « **extension** ».

La marge intensive négative correspond à la réduction des activités des groupes déjà internationalisés. Nous l'avons nommé « **contraction** ».

La marge extensive positive décrit l'internationalisation des groupes anciennement domestiques, nous les nommons « **internationalisation** ».

La marge extensive négative, marquant un désinvestissement total, retour au domestique des groupes autrefois internationalisés, elle est nommée « **retour au domestique** ».

Le solde entre les filiales créées par extension et filiales détruites par contraction d'activité consiste à la **marge intensive nette**. Le solde entre les filiales créées par internationalisation et filiales détruites par retour au domestique donne la **marge extensive nette**.

Encadré 3. Contrôle des changements de structure et de taille

Dans cette analyse réalisée au niveau groupe, nous sommes facilement confrontés à un problème de changement de structure ou de taille puisque l'échantillon repose sur 3 années. Si pour une raison quelconque un groupe change sa tête de groupe, ce groupe ne sera plus détectable en tant que groupe internationalisé dans l'année suivante.

Nous avons ainsi fusionné les groupes non détectables avec la base de donnée FARE qui regroupe toutes les entreprises françaises et avons isolé les groupes qui ne sont plus présent dans FARE, ce sont des groupes qui ont changé de tête de groupe.

De même que pour la taille, un groupe peut changer de taille au cours de la crise, nous contrôlons donc ce changement en fixant la taille du groupe de 2007 comme référence.

Encadré 4. Estimation économétrique

Nous avons estimé le modèle économétrique suivant par une régression Négative Binomiale :

$$IDE_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 TAILLE_{i,t} + \beta_2 CAF_{i,t} + \beta_3 EBE_{i,t} + \beta_4 PTF_{i,t} + \alpha_i + \omega_t + \varepsilon_{i,t}$$

Où la variable expliquée $IDE_{i,t}$ décrit le logarithme du nombre de filiales d'un groupe i à l'année t . β_0 est la constante. $TAILLE_{i,t}$ est une variable indicatrice de la taille du groupe i à l'année t , les PME servent de référence. $CAF_{i,t}$ le logarithme de la capacité d'autofinancement du groupe i à l'année t . $EBE_{i,t}$ est le logarithme de l'EBE du groupe i à l'année t , $PTF_{i,t}$ est le logarithme de la productivité totale des facteurs du groupe i à l'année t . α_i une variable aléatoire du résidu désignant les effets individuels. ω_t les effets temporels et $\varepsilon_{i,t}$ une variable stochastique croisée.

Pramex International
88, avenue de France
75013 Paris
Société anonyme au capital de 514 500 euros
RCS Paris 389 589 920
www.pramex.com

